



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 91 - 29 décembre 1980 PRIX : 1 F

## SENEGAL

avec ou sans Senghor  
les travailleurs  
auront à lutter



sommaire au verso

# sommaire

Page 2 : SENEGAL

Page 3 : SENEGAL :

-Un procès contre la liberté d'opinion

Page 4 : SAHEL : les larmes de crocodile de nos dirigeants face à la sécheresse

Page 5 : TCHAD : le vainqueur n'est pas meilleur que le vaincu

Page 6 : STOLERU AU SENEGAL, se déguise en défenseur des immigrés

Page 7 : MADAGASCAR :

-La répression n'enraye pas la misère

Page 8 : FRANCE : le PC et sa politique sur l'immigration

Page 9 : ANTILLES : les conséquences de l'oppression coloniale

\* \* \*

# -abonnements-

FRANCE : 1 an

• ordinaire : 12 F

• sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal.

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 145, 75 023 Paris-Cédex

En spécifiant : "pour le PAT"

\* \* \*

Prière de régler les abonnements en timbres postaux.

# éditorial

SENEGAL : AVEC OU SANS SENGHOR

===== LES TRAVAILLEURS AURONT A LUTTER

Senghor a annoncé en fin novembre son départ de la présidence. En principe Abdou Diouf devrait être président à partir de 1981 sauf coup de théâtre.

Les intérêts des privilégiés, et surtout de l'impérialisme français, sont à l'abri. Senghor leur a choisi le serviteur qui convient le mieux ; et il a eu le temps de le vérifier depuis 10 ans que Diouf est Premier Ministre.

De toute façon s'il n'arrive pas à faire face à la situation, "son maître" -comme la presse a appelé Senghor- sera toujours dans le voisinage, et pourra revenir si la situation le permet.

En tout cas l'annonce de ce départ a fait beaucoup de bruit.

L'opposition sénégalaise, dans les personnes de Abdoulaye Wade (PDS), de Majhemout Diop (PAI), de Boubacar Guèye (MRS), de Cheick Anta Diop (RND), de Mamadou Dia ...etc, explique que cette succession de Senghor par Diouf est profondément anti-démocratique.

Ils demandent tous des élections anticipées. Wade a même laissé entendre qu'il souhaitait que l'armée interviene en attendant les élections ! Si Wade -comme ses congénaires- avait été appelé à succéder à Senghor, ou si seulement ce dernier l'avait consulté avant d'annoncer sa décision, il n'aurait rien trouvé à redire.

Passons sur ces soi-disant oppositionnels qui voient la défense de la démocratie dans l'intervention des généraux.

Partout ailleurs, en commençant par les partisans du PS de Senghor, et dans la presse internationale, le Sénégal est présenté comme un cas exceptionnel en Afrique, comme un modèle de démocratie, parce que c'est le seul pays où un président se propose de quitter le pouvoir de lui-même, sans y être obligé par une intervention de l'armée ou des manifestations de la population ; et parce que c'est un pays où il existe un parlement et plusieurs journaux et partis d'opposition.

Certes il y a plus de libertés au Sénégal, relativement à ce qui se passe au Mali ou en Guinée. Mais c'est la démocratie pour les bourgeois, pour les gens du plateau de Dakar qui, eux, peuvent pérorer, écrire quelques journaux et jouer aux élections.

Oui, pour ce beau monde-là il y a de la liberté. Du moins jusqu'à ce que le pouvoir se sente menacé et y mette le holà, au besoin par les emprisonnements. Et quand cela ne suffit pas, l'armée reste un dernier recours pour serrer le collier si ceux qui jouent aux oppositionnels tirent trop la laisse.

Mais qu'est ce que cette "démocratie" du point de vue de ceux qui travaillent dans la misère perpétuelle, des

milliers de sans travail ou des centaines de milliers de paysans qui vivent constamment au bord de la famine ? Ils sont obligés de trimer comme des esclaves, à la merci de n'importe quel policier ou fonctionnaire.

Pour tous les travailleurs et les petits paysans, qui constituent l'immense majorité de la population; il n'y a que le droit d'accepter la misère, l'exploitation et l'oppression ; sinon ils vont en prison ou reçoivent des baïonnettes, soi-disant parce qu'ils porteraient atteinte à la sûreté de l'Etat.

L'exemple du Sénégal, qui est montré comme le summum de la démocratie en Afrique, montre à contrario que les dirigeants africains ne peuvent pas donner au reste de la population la liberté de s'organiser et de s'exprimer.

Ceux des bourgeois qui jouent aux oppositionnels démocrates ne feront pas plus. Au mieux ils gouverneront comme Senghor s'ils arrivent au pouvoir.

Pourtant les libertés démocratiques sont indispensables au Sénégal comme partout en Afrique. Pas le cinéma que jouent Senghor et l'opposition légale; mais un système où les paysans et les travailleurs aient réellement la possibilité de s'organiser et de s'exprimer.

Bien des individus parmi les couches privilégiées de la société, veulent plus de libertés, mais pour eux-mêmes, pas pour les travailleurs qu'ils considèrent le plus souvent comme de la piétaille.

On n'est bien servi que par soi-même. Les travailleurs et les paysans pauvres du Sénégal ne pourront jouir de libertés réelles qu'en s'organisant et en s'emparant du pouvoir, pour construire une société plus juste, et plus démocratique que ce jeu pipé qu'offrent Senghor, Diouf et leurs opposants, que ceux-ci s'appellent Wade ou Anta Diop.

\* \* \* \* \*

## SENEGAL un procès contre la liberté d'opinion

Cheick Anta Diop, le leader du RND (Rassemblement National Démocratique), organisation nationaliste d'opposition non reconnue par Senghor a comparu devant le tribunal. Il est accusé d'avoir "fait ou tenté de faire fonctionner une association sans enregistrement ou autorisation préalable". Le jugement du tribunal a été reporté pour plus tard faute de "pièce" et de "preuve" appuyant l'accusation !

Des preuves ? Evidemment le problème n'est pas là ! Car nos gouvernants peuvent s'en passer, comme ils peuvent aussi se passer d'un procès "bien constitutionnel" où l'accusé, ici Cheick Anta Diop, est défendu par trois avocats.

Seulement, le problème pour le gouvernement sénégalais, c'est que même si la constitution n'autorise que l'existence de 4 partis politiques, le RND s'est créé une audience relativement importante dans le pays, notamment dans les villes.

Alors, entre le mettre en prison et se contenter de le menacer, le gouvernement a préféré, pour le moment, la seconde solution. L'emprisonnement pur et simple risque d'aggraver les mécontentements, surtout en cette période d'austérité dont la majorité de la population est victime.

Cheick Anta, à travers le RND, représente des idées bourgeoises nationalistes. Il ne lutte pas pour la suppression de l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres. Mais le fait que le gouvernement l'empêche de s'exprimer librement, en interdisant son organisation politique, ne devrait pas laisser les exploités indifférents ; car eux-aussi ont besoin d'exprimer librement leurs opinions, de s'organiser en parti politique pour la défense de leurs propres intérêts.

\* \* \*

SAHEL

## LES LARMES DE CROCODILE DE NOS DIRIGEANTS FACE A LA SECHERESSE

Tout récemment, le président Senghor déclarait à une émission de radio que les pays du Sahel ont besoin de 1 000 milliards de francs CFA pour lutter contre la désertification du Sahel. Il a ajouté : "jusqu'à maintenant, seuls 100 milliards ont pu être péniblement réunis pour construire un barrage au Sénégal et un autre au Mali, et nous ne sommes pas sûrs de pouvoir commencer...Il faut que les donateurs soient plus généreux".

Si encore c'était la première fois que l'on entend cette chanson ! Mais de Senghor en passant par Moussa Traoré et autres galonnés des pays du Sahel, c'est à qui pleurerait le plus fort pour demander une aide internationale.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'ignorer les problèmes que connaissent les pays du Sahel, face à la désertification. L'agriculture, orientée exclusivement vers les cultures industrielles d'exportation accélère ce phénomène. Le coton, l'arachide par exemple, qui fournissent d'énormes bénéfices à quelques profiteurs locaux et aux grands capitalistes, appauvrissent les sols. Ces cultures rendent les sols moins résistants aux vents et aux pluies qui arrachent les éléments fins du sol. Ce phénomène jusque-là visible au Sénégal et au Mali, se généralise de plus en plus.

Mais quoi de plus révoltant que le spectacle de ces dictateurs qui, à longueur de micro, lancent des SOS ! La seule perspective que ces dirigeants offrent, la seule solution qu'ils préconisent c'est l'appel à l'aide ; c'est demander que les pays riches les pays développés, qui ont construit leur développement sur l'appauvrissement des autres, leur viennent en aide. C'est comme si l'on demandait au feu d'arrêter de brûler parce que la paille est son amie.

Les deux barrages prévus dans le cadre de l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal) ne sont même pas sûrs d'être réalisés selon les dires de Senghor. A supposer même qu'après plusieurs années ils soient construits, l'on peut prédire sans risque de se tromper que les premiers bénéficiaires, ce ne seront pas les paysans pauvres de la région mais bien les grosses compagnies privées. Ne dit-on pas que le vrai but de ces projets serait de permettre la production d'électricité pour traiter la bauxite et le fer découverts à la frontière Mali/Guinée et de rendre le fleuve navigable pour l'acheminement de ces produits ?

Ne parlons même pas du fait que les pays riches n'accordent que parcimonieusement leur aide qui, soit dit en passant, n'est pas gratuite. Mais même le peu qui est ainsi obtenu contribue la plupart du temps à faire vivre quelques parasites et à enrichir un peu plus encore les capitalistes. Aux dernières nouvelles, ces gens-là se battraient pour doter le siège du CILSS (Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel) de 200 bureaux climatisés.

Pourtant il suffirait parfois de très peu de chose, non pas pour empêcher la désertification, mais pour aider les paysans à vivre mieux, à ne pas subir les effets de cette désertification, comme cela se passe en ce moment. Par exemple, mettre en place un minimum d'infrastructures ; creuser des puits, fournir des motopompes pour l'irrigation, comme cela se pratique dans certaines exploitations du Mali ou du Sénégal.

.../...

Ce genre de projets peu coûteux, n'ont bien sûr pas la préférence de ceux qui nous gouvernent, car ils ne permettent pas aux capitalistes de se remplir les poches, du moins aussi rapidement qu'ils le voudraient. Et aussi parce que le rôle de ces gens-là, ce n'est pas de défendre les intérêts des populations, mais de permettre l'exploitation et le pillage.

TCHAD

le vainqueur n'est  
pas meilleur  
que le vaincu

Dans la nuit du 15 décembre, N'Djaména tombait aux mains des forces coalisées dirigées par Goukouni. Hissen Habré, leur adversaire, a fui pour se réfugier au Cameroun.

L'aide de la Libye a permis à Goukouni et ses alliés Kamougué et Acyl de battre militairement Habré. Nombre des tchadiens vivant ici dans l'émigration semblent se réjouir de cette victoire et de la fuite de Habré. Enfin disent-ils, c'est peut-être le début d'une paix durable. C'est possible ; mais il n'est pas exclu que Habré actuellement battu puisse reprendre le maquis et tenir la dragée haute à Goukouni. Il n'est pas non plus exclu que la "sainte alliance" contre Habré se désagrège d'ici peu. En effet sur le plan militaire, Goukouni, Kamougué et Acyl disposent de forces armées distinctes, autonomes.

Ces mêmes tchadiens (surtout les ressortissants du Sud), affichent même une préférence pour Goukouni. Mais ils risquent d'être déçus. Pour le moment ce dernier appelle le peuple déchiré par la guerre à s'unir et à l'aider pour reconstruire le pays dévasté ; mais dans le même temps il va chercher à renforcer ses bases, à asseoir sa dictature. Et une fois bien installé il commencera à réprimer, à imposer sa dictature. Il a déjà montré un avant goût de la répression qu'il réserve à la population tchadienne.

En effet Goukouni, pour arriver au pouvoir, n'a reculé devant aucun moyen. Les canons n'ont pas épargné la population civile.

A l'origine, le Frolinat s'est appuyé sur la révolte spontanée des paysans et éleveurs toubous, à Mangalmé. Ceux-ci avaient eu raison de se révolter contre les exactions du pouvoir en place, à l'époque de Tombalbaye. Ils avaient eu raison de prendre les armes pour se défendre. Ce n'est pas la révolte qui est en cause, c'est le drapeau derrière lequel elle s'est menée. Le Frolinat a mené à l'impasse, la lutte contre l'oppression. Il s'est servi de la révolte des paysans pour donner la force à son programme bourgeois, pour le seul profit des ambitieux qui étaient à sa tête.

Le Frolinat ne représentait pas les intérêts des exploités tchadiens. Ses dirigeants ne voulaient pas, ne pouvaient pas organiser ces exploités de façon indépendante, sur une base de classe, pour la prise du pouvoir. Ils ont peur d'être débordés ; c'est la logique des organisations nationalistes. Elles veulent faire le bonheur du peuple à sa place, qu'il le veuille ou non.

Alors, la victoire de Goukouni n'est pas la victoire pour le peuple. Ce dernier était absent aux combats. Les gens pauvres qui ont payé le gros prix de cette guerre n'ont rien à gagner à la victoire de Goukouni et Compagnies. Les vainqueurs actuels de Habré sont les futurs oppresseurs des populations.

# Stoléru au Sénégal

## SE DEGUISE EN DÉFENSEUR DES IMMIGRÉS

Stoléru, Secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, s'est rendu tout récemment au Sénégal. Au cours de son voyage il a signé des accords de coopération avec le gouvernement d'Abdou Diouf, concernant les travailleurs sénégalais en France.

Selon Stoléru : "ces accords sont destinés à faciliter la réinsertion d'un certain nombre de travailleurs immigrés sénégalais en leur donnant une formation professionnelle qui permettra d'organiser le retour de manière utile pour le Sénégal."

Stoléru rajoute que cet accord "formation-retour" est donc paraphé dans l'espoir qu'il permettra un "flux migratoire retour de France vers le Sénégal dans le respect strict du libre choix".

Quelle démagogie ! Depuis quand le gouvernement de Giscard respecte-t-il le libre choix d'un travailleur, surtout immigré, quand on sait qu'il ne respecte même pas le torchon de papier dit "accord de coopération" qu'il signe avec nos gouvernements. En dehors de tout ce bla-bla, il est fort probable que si la crise économique que nous connaissons aujourd'hui continue, le gouvernement français peut passer outre ces engagements en renvoyant les travailleurs sénégalais au pays, sans argent et sans formation professionnelle.

C'est d'ailleurs ce qu'il a fait en 1974, en instaurant les cartes de séjour pour tous les immigrés sénégalais, en violant les accords qu'il avait signés avec les gouvernements africains, dans lesquels le gouvernement français reconnaissait les droits de libre circulation entre la France et les pays qu'elle a anciennement colonisés.

Stoléru peut faire des discours avec de belles phrases, en disant que les sénégalais ne subissent "aucune restriction" et aucune mesure raciste en France, en signant des papiers soi-disant des accords de coopération et des plans de formation pour le retour.

Tous ces accords ne sont que des gadgets pour embellir les relations diplomatiques entre l'impérialisme français et ses pions africains et sénégalais en particulier.



# MADAGASCAR

## LA RÉPRESSION N'ENRAYE PAS LA MISÈRE

Le régime de Ratsiraka est en proie à de graves difficultés provenant du mécontentement de plus en plus grand d'une partie de la population contre la misère et la pénurie chronique des produits de base.

Cela se manifeste dans les grandes villes comme Antananarivo et Antsirabé, par des actes de pillage de plus en plus fréquents. Tout récemment, au début de décembre, une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans la capitale, après une manifestation qui s'est déclenchée au sortir du stade après un match de football. Quelques centaines de manifestants s'en sont pris aux boutiques. Des maisons ont aussi été incendiées.

Le fait que des actes de pillage et de vol atteignent une telle envergure montre s'il en était besoin, à quel point dans les villes, les conditions d'existence se dégradent pour une grande partie de la population, surtout pour les jeunes qui n'ont ni travail ni parents aisés.

Dans les régions du Sud du pays, la famine et la pénurie ont atteint un degré tel que même le manioc avarié est vendu à des prix exorbitants au marché noir. Certains villages reculés, victimes de la sécheresse manquent cruellement d'eau et de nourriture.

Pour éviter que cette misère ne se transforme en révoltes armées comme celles de 1971 sous le régime de Tsiranana, Ratsiraka a mis Monja Jaona (le dirigeant du Monima, organisation nationaliste à l'origine des événements de 1971) en résidence surveillée. Cette arrestation a eu lieu alors que Monja Jaona allait donner une conférence à l'Université d'Antananarivo.

Ratsiraka fait du tapage sur sa "lutte contre le banditisme" pour camoufler la répression. Mais le "banditisme" dont il parle n'est qu'une des conséquences de la misère de la population. Bien sûr que cette misère, qui va de pair avec le sous-développement, est une des conséquences du pillage impérialiste. Et de ce point de vue, la misère qui existe à Madagascar a la même cause que celle des autres pays du Tiers-Monde. Mais le régime actuellement en place à Madagascar (tout comme ceux qui l'ont précédé) y est aussi pour quelque chose même s'il s'en défend en accusant un jour la hausse du pétrole, un autre jour la crise économique et son lot d'inflation.

Comment se fait-il alors que ce soit toujours les mêmes, les plus pauvres de la population, qui en subissent les conséquences ? Car pendant que ceux-ci souffrent de la pénurie ou même de la famine, les grands commerçants et les hauts fonctionnaires roulent en "mercedes" et exhibent toutes sortes de richesses.

Il n'est certainement pas possible d'enrayer le sous-développement dans un monde dominé par le système capitaliste. Mais il est tout de même possible d'atténuer les misères criantes, ne serait-ce qu'en luttant contre le marché noir, contre ceux qui s'enrichissent en profitant de la pénurie, en organisant de manière efficace l'acheminement et la répartition des vivres aux quatre coins de l'île, en laissant à la population l'initiative de s'occuper elle-même du problème de la corruption et de la fraude etc...

Mais cela on ne peut pas l'attendre du gouvernement de Ratsiraka, car son régime ne peut pas être en même temps une dictature contre les exploités et au service de ces mêmes exploités.

## LE PC ET SA POLITIQUE SUR L'IMMIGRATION

Le mercredi 24 décembre dernier, une cinquantaine de personnes ont fait irruption dans le foyer d'immigrés rue des fusillés à Vitry. Elles ont bloqué l'entrée avec du sable à l'aide de bulldozer, et coupé le téléphone, le gaz, l'électricité et le chauffage.

Cela a pu se faire facilement parce que la majorité des locataires était absente. Selon les locataires, parmi la cinquantaine de personnes il y avait le maire adjoint et des employés de la municipalité de Vitry.

Les responsables de la municipalité communiste justifient leur acte en disant que c'est pour limiter l'immigration dans leur localité. C'est un acte inadmissible de la part d'un parti qui se réclame des travailleurs. En procédant de cette manière il a choisi des méthodes qui sont celles des ennemis des travailleurs.

Les partis de droite et la presse en général font un grand tapage sur cette affaire, eux qui d'habitude sont si discrets quand des travailleurs sont expulsés des usines, ou quand des immigrés sont expulsés de leur foyer par la police.

Qu'en est-il réellement ?

Le foyer de la rue des fusillés était habité auparavant par 500 travailleurs de toutes nationalités. A la suite d'une grève de 3 ans, ils avaient été expulsés par la police il y a 3 mois. De cela, personne ne parle.

L'ADEF, société gérante de ce foyer, l'a renoué. Après les travaux elle a proposé aux anciens locataires de revenir, mais à condition de payer les arriérés. Et comme les grévistes n'étaient toujours pas prêts à accepter ces conditions, l'ADEF a proposé aux immigrés qui logeaient dans des baraquements de Saint-Maur, de venir loger à Vitry (21 décembre).

Les politiciens de droite profitent des incidents de Vitry pour reprocher au PC d'être raciste. Tous ces gens sont bien hypocrites quand aujourd'hui ils prétendent défendre les immigrés. Cette fois-ci ils font du tapage parce que cela leur sert dans leur propagande contre le PC.

Lorsque le Parti Communiste fait campagne pour que l'immigration soit répartie entre les différentes municipalités de gauche comme de droite, il a certainement raison. Car le plus souvent, les municipalités de droite refusent catégoriquement qu'on construise des foyers dans leurs communes.

C'est un fait que la majorité des immigrés vivent dans les municipalités PC. C'est là qu'ils trouvent un minimum d'infrastructures d'accueil. C'est là que les logements sociaux se trouvent. Et cela n'est pas la faute des immigrés. Maintenant en agissant comme à Vitry le PC se retourne contre les travailleurs, contre leur fraction la plus démunie. S'il veut réellement lutter contre la politique du gouvernement qui pousse les travailleurs immigrés à vivre dans des ghettos, il n'a qu'à s'attaquer aux responsables, y compris en mobilisant ceux qui sont concernés, les travailleurs immigrés.



# ANTILLES

## les conséquences de l'oppression coloniale

Depuis quelques mois, un certain nombre d'attentats à l'explosif ont lieu aux Antilles dites "françaises". Le dernier en date est celui de l'aéroport de Pointe-à-Pître, le jour même où Giscard devait y prendre l'avion pour se rendre dans une île voisine.

Cet acte n'a pas encore été revendiqué mais les précédents, notamment celui qui a détruit une partie du studio de "FR3-Guadeloupe" a été revendiqué par le Groupe de Libération Armée (GLA), qui veut le départ des français.

La manière dont intervient le GLA n'a rien de commun avec <sup>la lutte</sup> du prolétariat pour son émancipation. Car c'est une lutte consciente et collective qu'il lui faut pour se débarrasser du colonialisme et du capitalisme.

Mais que de tels attentats soient de plus en plus fréquents, c'est le signe qu'une partie de la population supporte de moins en moins la présence coloniale aux Antilles. Quoi de plus normal ?

En Guadeloupe et en Martinique, comme dans les ex colonies africaines, le colonialisme français a organisé l'économie, non pas en fonction des besoins de la population mais en fonction des intérêts des capitalistes français. On y cultive de la canne à sucre et de la banane (pour l'exportation) alors qu'il y manque des produits alimentaires de base.

L'administration française pousse les jeunes à venir en France comme travailleurs immigrés. Mais dans le même temps elle encourage les français à s'installer aux Antilles, non pas comme travailleurs immigrés mais comme des privilégiés (comme les colons) alors que des antillais peuvent exercer ces fonctions pour lesquelles des français sont envoyés là-bas.

Depuis le récent attentat, les corps de répression, et donc les tracasseries et les fouilles ont été accentués. De cette façon l'administration va faire la chasse au GLA et en même temps intimider toute la population pour essayer d'étouffer toute révolte.

Mais elle risque de se détromper. Les exemples de l'Algérie ou de Guinée-Bissau ont montré que la répression ne fait qu'accroître le désir de révolte quand la population ne veut plus d'un système colonial.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.